



N°51 – Du 16 au 22 décembre 2022

Zoom – Argentine – Dernière ligne droite pour clôturer les comptes de 2022

Alors que le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) vient d'approuver, le 22 décembre, la 3^{ème} revue du mécanisme élargi de crédit conclu fin mars 2022, tous les regards se portent désormais sur l'atteinte des cibles fixées par le programme pour la fin décembre 2022, qui conditionnera l'approbation de la 4^{ème} revue prévue au mois de mars 2023. Il reste donc quelques jours au gouvernement pour clôturer les comptes de l'année 2022 et atteindre ces cibles. Le pays devrait terminer l'année avec une croissance plus forte qu'anticipé. Même si les tous derniers chiffres d'activité économique confirment une phase de décélération enclenchée en septembre (- 0,3 % en glissement mensuel en désaisonnalisé en octobre, répétant la chute de septembre), la croissance reste globalement résiliente (+ 4,5 % en glissement annuel en octobre, après + 4,9 % en septembre), portée par certains secteurs comme le commerce (+ 5,3 %) et l'industrie manufacturière (+ 3,8 %). Avec une progression de l'activité économique de 6,2 % en glissement annuel sur les dix premiers mois de 2022, le gouvernement et les agents économiques anticipent désormais une croissance du PIB sur l'ensemble de l'année supérieure à 5,0 % (5,3 % en 2022, puis 0,7 % en 2023 pour les agents économiques). Sur le marché de l'emploi, les résultats restent relativement stables, avec un taux de chômage à 7,1 % au 3^{ème} trimestre de 2022 (contre 6,9 % le trimestre précédent), un taux d'activité à 47,6 % et un taux d'emploi à 44,2 % (contre, respectivement, 47,9 % et 44,6 %). Toutefois, pour atteindre les cibles de fin d'année du programme FMI, en particulier pour le déficit budgétaire primaire et l'accumulation de réserves internationales nettes, quelques efforts sont encore nécessaires. Du côté des finances publiques, le déficit budgétaire primaire sur les onze premiers mois de 2022 s'élèvent à 1,9 % du PIB, contre 2,1 % du PIB sur la même période en 2021. Avec un objectif de déficit à 2,5 % du PIB sur l'année 2022, le gouvernement doit donc, en décembre, s'attacher à restreindre les importantes dépenses de fin d'année à 0,6 % du PIB, contre 0,9 % du PIB en décembre 2021. Les économistes jugent l'atteinte de cet objectif possible, en étant largement facilitée par les recettes fiscales exceptionnelles issues des droits à l'exportation du « dollar soja » mis en place en décembre et par l'inflation. Du côté des réserves, le strict contrôle des importations via le SIRA lancé mi-octobre permet de limiter les sorties de devises. En novembre, l'excédent commercial s'est élevé à 1,3 Md USD, grâce à la croissance des exportations (+ 14,5 % en glissement annuel) mais au prix de la première chute des importations (- 0,3 %) depuis octobre 2020. De plus, le taux de change avantageux proposé de manière temporaire aux exportateurs de soja permet de stimuler les entrées de devises avec, à ce stade, 2,0 Mds USD vendus par le secteur sur les 3,0 Mds USD promis. Ainsi, les réserves internationales nettes progressent et seraient de 6,3 Mds USD, soit à 1,0 Md USD de la cible fixée pour la fin décembre. Toutefois, de plus en plus inquiets des effets la sécheresse sur leurs récoltes du début de l'année 2023, les producteurs de soja semblent plus réticents à vendre leurs grains. La perspective d'un assèchement des entrées de devises au début de l'année et l'approche du début de la campagne présidentielle pourraient ainsi rendre plus complexes les ajustements de dernière minute pour clôturer les comptes du 1^{er} trimestre.

LE CHIFFRE À RETENIR

1,9

Déficit budgétaire
primaire cumulé
jusqu'à novembre
(% du PIB)

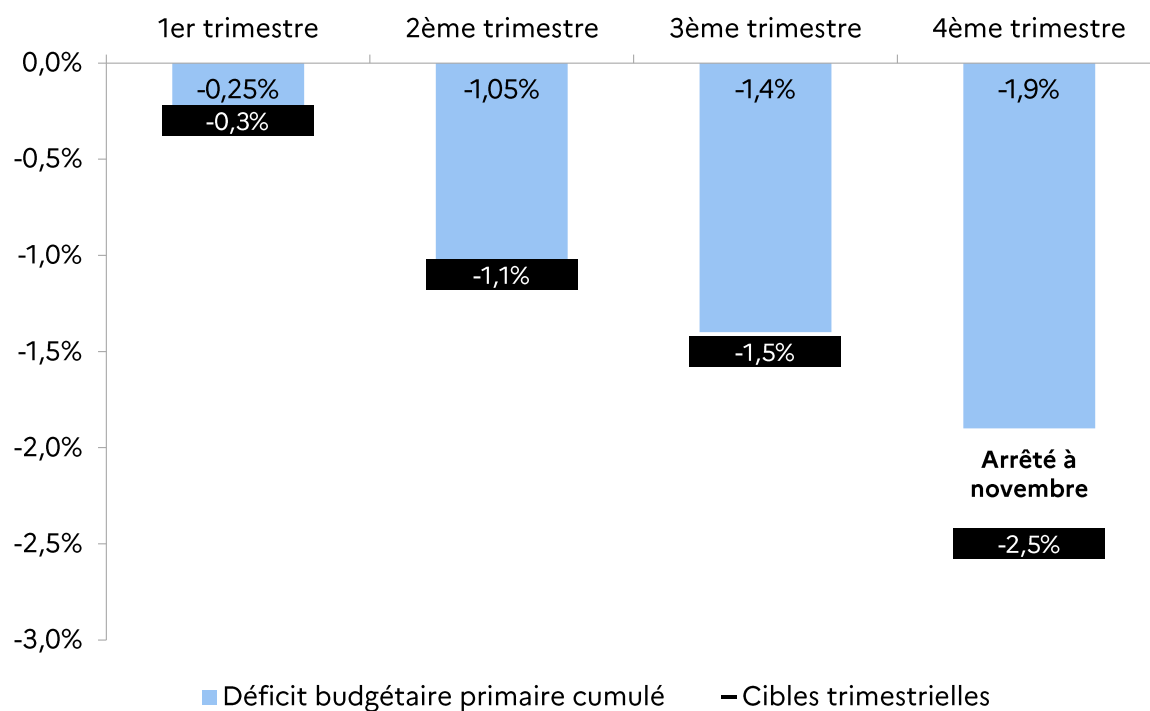
Principaux indicateurs macroéconomiques

	Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels - 2021				
Croissance du PIB réel	10,4%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	50,9%	7,1%	6,8%	8,0%
Solde budgétaire (% du PIB)	-4,3%	-7,7%	-3,7%	-4,2%
Dette publique (% du PIB)	80,9%	36,3%	33,8%	73,3%
Solde courant (% du PIB)	1,4%	-6,7%	0,8%	-1,8%
Dette extérieure (% du PIB)	58,3%	84,4%	49,9%	77,1%
Prévisions et anticipations - 2022				
Croissance du PIB réel - FMI	4,0%	2,1%	0,2%	5,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	5,3%	2,5%	0,2%	5,2%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	99,0%	12,6%	8,6%	9,0%
Pour mémoire				
PIB nominal de 2021 (Mds USD)	486,7	316,8	38,8	59,3
Population (millions)	47,3	19,8	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Argentine – Déficits budgétaires trimestriels et cumulés (2022, % du PIB)



Sources : Ministère de l'Économie, FMI, SER Buenos Aires

ARGENTINE

Le ministère des Affaires étrangères argentin a présenté son « Plan national pour la promotion des exportations 2023 »

Le 21 décembre, le ministre des Affaires étrangères, Santiago Cafiero, accompagné de la secrétaire aux Relations économiques internationales, Cecilia Todesca, ainsi que de la secrétaire à l'Énergie, Flavia Royón, et du secrétaire à l'Agriculture, l'Élevage et la Pêche, Juan José Bahillo, a exposé les lignes directrices du « Plan national de promotion des exportations » pour l'année 2023.

Ce plan, élaboré par le Conseil public-privé de la promotion des exportations en accord avec divers ministères, l'agence en charge de promouvoir les investissements en Argentine et le commerce international, ainsi que les associations d'entreprises, a pour objectif de dépasser le record d'exportations de plus de 100 Mds USD estimé pour l'année 2022.

Pour atteindre cet objectif, le gouvernement a préparé un programme de 305 actions dans 110 pays (dont 130 foires-expositions internationales, 80 missions commerciales, 35 rencontres entre entreprises, ainsi que 60 événements de promotion du commerce international en Argentine) destinées à 400 entreprises et associations.

Le plan couvre vingt secteurs de l'économie argentine, Cecilia Todesca ayant fortement insisté sur l'importance du développement énergétique et minier pour l'année à venir. Flavia Royón a ainsi précisé que l'Argentine pourrait, dans un premier temps, devenir un fournisseur d'énergie au niveau régional, une

fois que la construction du gazoduc Néstor Kircher sera achevée. Elle pourrait, dans un second temps, devenir un fournisseur au niveau mondial grâce au développement de la production de GNL à moyen terme. Elle a insisté sur l'importance du secteur minier, en particulier du lithium dont les annonces d'investissements se sont très fortement accélérées au cours des derniers mois.

Enfin, Juan José Bahillo a rappelé de son côté l'importance des exportations agricoles en Argentine, notamment du soja et du maïs, qui s'élèveraient à près de 58 Mds USD en 2022, notamment grâce à un effet prix résultant de la guerre en Ukraine. L'impact du phénomène La Niña serait de plus, selon lui, moins prononcé l'année prochaine.

Sous la pression des importations énergétiques et de l'incertitude financière et politique, le compte courant s'est maintenu en territoire négatif au 3^{ème} trimestre de 2022

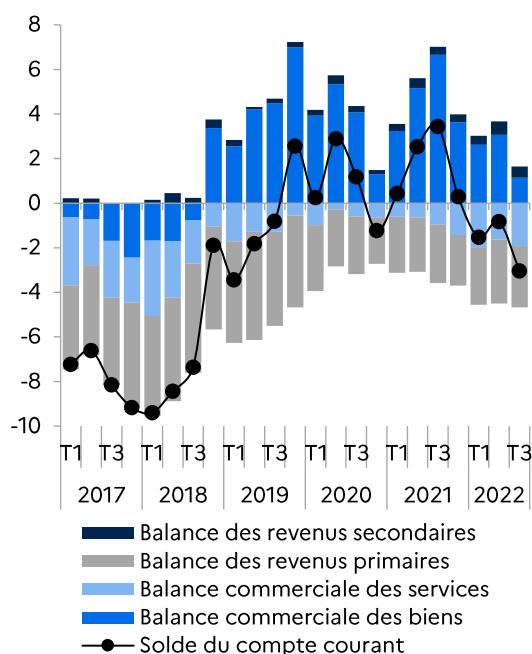
Au 3^{ème} trimestre de 2022, le compte courant est resté en territoire négatif, en enregistrant un déficit d'environ 3,0 Mds USD (après - 827 MUSD le trimestre précédent et - 1,5 Md USD au 1^{er} trimestre), soit 0,5 % du PIB trimestriel. En cumulé sur les trois premiers trimestres de 2022, le compte courant a ainsi enregistré un déficit de 5,4 Mds USD, soit 0,3 % du PIB.

Au cours du 3^{ème} trimestre, le déficit s'est surtout expliqué par le ralentissement des exportations, en particulier agricoles du fait de la forte incertitude financière et politique qu'a traversée le pays en juillet et en août suite à la démission surprise du ministre de l'Économie Martín Guzmán début juillet, mais aussi par la pression des importations, à la fois au niveau des biens *via* la forte hausse des importations énergétiques au cours de

l'hiver austral et des services *via* le tourisme à l'étranger des résidents argentins.

L'excédent de la balance commerciale des biens s'est très largement détérioré (1,1 Md USD après 3,1 Mds USD au 2^{ème} trimestre), au même titre que le déficit de la balance commerciale des services (-1,9 Md USD après -1,6 Md USD) et l'excédent de la balance des revenus secondaires (493 MUSD après 608 MUSD). Seul le déficit de la balance des revenus primaires s'est réduit (-2,8 Mds USD après -2,9 Mds USD), restant principalement dû au rapatriement des capitaux liés aux investissements directs étrangers (IDE) en Argentine. Le solde du compte de capital est resté stable (24 MUSD après 23 MUSD).

Évolution du compte courant et de ses composantes (Md USD)



Sources : INDEC, SER Buenos Aires

De son côté, le compte financier a continué à afficher des entrées nettes de capitaux de 3,3 Mds USD (après 2,8 Mds USD le trimestre précédent et 2,4 Mds USD au 1^{er} trimestre).

Ce résultat s'explique par des entrées nettes de capitaux liées aux IDE de 5,1 Mds USD (après 4,3 Mds USD le trimestre précédent), un record, surtout grâce à l'émission nette d'instruments de dette des succursales et des filiales résidentes en Argentine avec leurs sociétés mères (4,3 Mds USD) ainsi qu'à la hausse des participations au capital et des parts dans des fonds de placement (1,5 Md USD).

Les entrées nettes de capitaux liées aux IDE ont ainsi permis de compenser les sorties nettes de capitaux liées aux investissements de portefeuille de 1,6 Md USD (après 1,8 Md USD le trimestre précédent), notamment dues à la baisse du volume des titres publics détenus par les non-résidents (1,1 Md USD). Elles ont également permis de compenser les sorties nettes de capitaux liées à la catégorie « autres investissements » de 3,8 Mds USD (après des entrées nettes de 1,6 Md USD). Ces sorties de capitaux ont surtout été dues à l'acquisition par les résidents d'actifs extérieurs, sous la forme de devises et de dépôts (2,6 Mds USD). Du côté des passifs, l'augmentation des crédits et des avances commerciaux du secteur privé non financier (2,4 Mds USD) a été plus que compensée par le remboursement de 4,1 Mds USD dus au FMI et liés au mécanisme élargi de crédit qui a été conclu fin mars.

Ce remboursement a, par ailleurs, contribué à diminuer les réserves internationales sur la période, qui ont atteint 37,6 Mds USD fin septembre (-3,5 Mds USD par rapport à fin juin), soit 6,0 % du PIB prévisionnel annuel. Les réserves internationales ont également été mises à rude épreuve par l'incertitude financière et politique, et le paiement des importations énergétiques.

Enfin, le stock d'endettement externe s'est réduit sur la période, en s'établissant à 271,8 Mds USD (- 4,0 Mds USD par rapport au trimestre précédent), soit près de 43,4 % du PIB prévisionnel annuel. L'augmentation des engagements du secteur privé non financier (7,0 Mds USD), notamment à travers des prêts intragroupe et des crédits et avances commerciaux, a été compensée par la baisse des engagements externes du secteur public, en particulier de l'administration centrale argentine (- 9,0 Mds USD) grâce, en grande partie, au remboursement effectué auprès du FMI et à la baisse du volume des titres publics détenus par les non-résidents.

CHILI

Un projet de nouveau processus constituant doit être présenté au Parlement

Près de trois mois après le référendum du 4 septembre qui avait scellé l'échec du projet de nouvelle Constitution chilienne, les forces politiques du pays viennent de s'accorder, le 12 décembre, de façon transpartisane, pour lancer un nouveau processus constituant. Ce processus, qui a été peaufiné tout au long des derniers jours, serait prêt à être déposé au Parlement dès cette semaine.

Il s'agira d'un dispositif mixte, qui doit être articulé autour de trois organes, avec : 1) un conseil constitutionnel de 50 élus – sur le modèle du Sénat – qui devra débattre et approuver le texte constitutionnel ; 2) une commission de 24 experts désignés par les partis représentés au Parlement et qui devra notamment rédiger l'avant-projet qui servira de base aux discussions entre élus ; et, enfin, 3) un comité technique d'admissibilité qui

devra garantir le respect d'une charte de 12 principes constitutionnels qui ont été définis par les partis dans l'accord du 12 décembre.

Bien que cet accord ait été salué par la grande majorité des partis politiques, un sentiment de malaise, mais également de déception, semble toutefois exister dans les rangs de la majorité présidentielle vis-à-vis de la manière dont les négociations se sont déroulées et d'un accord qu'ils jugent trop favorable aux partis d'opposition.

Ainsi, si le consensus préalable de l'ensemble des partis au travers de l'accord devrait lui assurer un large soutien au Parlement, où doit être votée la réforme constitutionnelle qui doit permettre de mettre en oeuvre le processus, des voix discordantes de certains députés – au sein de l'opposition mais aussi de la coalition gouvernementale – pourraient rendre l'adoption parlementaire du texte plus complexe qu'espéré.

PARAGUAY

Les autorités monétaires et budgétaires présentent leur scénario macroéconomique pour l'année 2023

Mi-décembre, les autorités monétaires (la Banque centrale) et budgétaires (le ministère des Finances) ont présenté leur scénario macroéconomique pour 2023. Ainsi, les deux institutions tablent, après une croissance du PIB de 0,2 % en 2022 pénalisée par les effets de la sécheresse et la guerre en Ukraine, sur une progression de l'activité économique de 4,5 % en 2023.

La Banque centrale estime qu'en 2023, la croissance économique sera tirée par les

secteurs de l'agriculture et l'élevage (+ 20,2 % après - 9,2 % en 2022) ainsi que les secteurs manufacturiers liés à ces activités. Les autres secteurs, comme la construction (+ 0,5 %) et le commerce (+ 3,2 %), devraient enregistrer des taux de croissance plus modestes. Dans ce contexte, elle a rappelé l'importance de poursuivre les réformes structurelles qui sont encadrées par l'ICPE (soit l'Instrument de coordination de la politique économique) du FMI approuvé fin novembre, ainsi que de renforcer la diversification de l'économie et d'assurer la transition numérique.

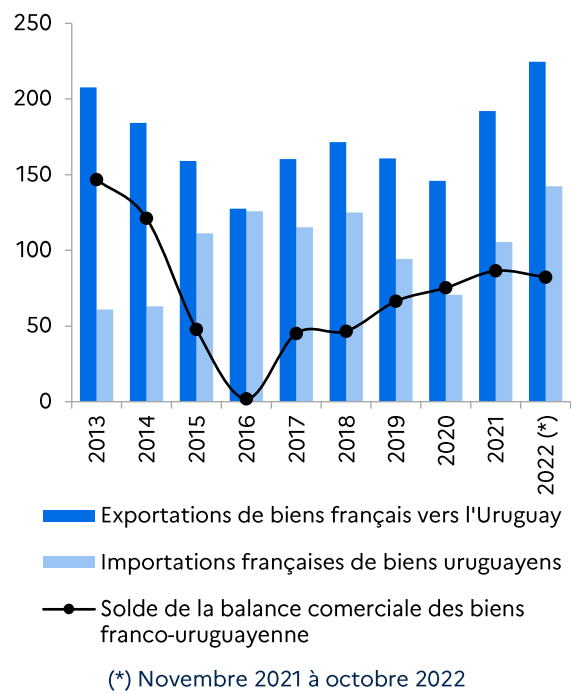
La Banque centrale a aussi précisé qu'elle prévoyait une inflation de 8,6 % en fin de période en 2022, puis une convergence vers sa cible d'ici fin 2023, à 4,1 %. De son côté, le ministère des Finances du pays a souligné son engagement à respecter le déficit budgétaire autorisé pour l'année 2022, de 3,0 % du PIB (dont 2,2 % du PIB déjà cumulés entre janvier et novembre) et de 2,3 % du PIB en 2023, puis de revenir en 2024 au niveau de déficit de 1,5 % du PIB qui est établi dans la loi sur la responsabilité budgétaire. De plus, il estime la dette publique à 37,2 % du PIB fin 2022.

URUGUAY

Les échanges commerciaux franco-uruguayens ont été dynamiques sur les dix premiers mois de 2022

Les échanges commerciaux entre la France et l'Uruguay, qui ont évolué en dents de scie au cours des dernières années, ont été très dynamiques au cours des dix premiers mois de 2022, atteignant 311,7 MEUR (+ 28,5 % sur un an).

Commerce franco-uruguayen de biens (MEUR)



Sources : Douanes françaises, SER Buenos Aires

Les exportations de biens français destinées à l'Uruguay ont progressé de 20,8 % sur un an au cours des dix premiers mois de l'année, atteignant près de 188,9 MEUR. Le 1^{er} poste des exportations françaises reste ainsi les « matériels de transport » (64,5 MEUR ; 34,1 % des ventes françaises), qui ont progressé de 8,3 %. Le 2^{ème} poste reste aussi les « produits chimiques, parfums et cosmétiques » (53,0 MEUR ; 28,1 %), qui ont enregistré une forte hausse de 37,6 %, tout comme le 3^{ème} poste, soit les « équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique » (25,5 MEUR ; 13,5 %), qui ont progressé de 73,5 %. Ainsi, les exportations françaises de « machines industrielles et agricoles, et de machines diverses » (15,7 MEUR) ont plus que doublé (+ 110,2 %). Ce fut également le cas des exportations de « produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture » (1,5 MEUR ; + 110,7 %) et de « bois, papier et

carton » (1,2 MEUR ; + 127,7 %). De son côté, la progression du 4^{ème} poste, à savoir les « produits des industries agroalimentaires » (12,7 MEUR ; 6,7 %), a été plus modeste, atteignant 7,4 %.

De plus, les importations françaises de biens uruguayens ont aussi fortement progressé de 42,6 % sur un an sur les dix premiers mois de 2022, atteignant près de 122,8 MEUR. Les importations de « bois, papier et carton » (63,1 MEUR ; 51,4 % des achats français) ont enregistré une très forte hausse de 133,7 %, devenant le 1^{er} poste des importations. Les « produits des industries agroalimentaires » (33,4 MEUR ; 27,2 %), relégués à la 2^{ème} place, ont progressé de 28,6 %. Le 3^{ème} poste des importations, soit les « produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture » (16,2 MEUR ; 13,2 %) a, de son côté, enregistré une baisse de 28,6 %, tout comme le 4^{ème} poste, qui regroupe les importations de la catégorie « textiles, habillement, cuir et chaussures » (2,9 MEUR ; 2,3 %), qui ont chuté de 5,8 %. Les importations de « produits en caoutchouc et en plastique, et de produits minéraux divers » (2,3 MEUR ; 1,9 %) ont enregistré une progression spectaculaire de 7.041,4 %.

Le solde commercial est resté en faveur de la France sur les dix premiers mois de 2022, à 66,1 MEUR, en léger recul par rapport aux 70,3 MEUR enregistrés sur les dix premiers mois de 2021 (- 6,0 %).



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international